

Biden, cent jours : quel premier bilan ?



2020 ne fut pas une année glorieuse pour les Etats-Unis. Avec une gestion calamiteuse de la pandémie, la première puissance mondiale est le pays le plus endeuillé avec plus de 500000 morts recensés au virus. La pandémie a aussi illustré toutes les inégalités sociales, économiques et raciales, avec une partie disproportionnée de morts afro-américains ou des Latinos vivant dans les quartiers pauvres des grandes villes. Avec l'assassinat de George Floyd, les inégalités sont devenues intolérables et des millions de citoyens des quatre coins du pays sont descendus dans la rue en exigeant un meilleur traitement des minorités dans le pays, surtout en relation à la violence policière.

En 2021, avec un nouveau président dont les intentions sont avant tout d'unir le pays si fragmenté, et une campagne de vaccination massive qui a permis de relancer l'économie, le pays semble retrouver une lueur d'espoir.

Comment Joseph R. Biden, 46^{ème} président des Etats-Unis, va-t-il « *build back better* » (reconstruire en mieux) son pays en prenant en compte les défis environnementaux, économiques et en matière de relations internationales ? Afin de le comprendre, nous nous appuyons sur plusieurs tribunes publiées dans *Le Monde* le 26 mars 2021 qui s'intéressent aux mesures prises par le nouveau président au cours des cent premiers jours de son mandat.

Débutons avec la tribune écrite par Isabelle Feng, une juriste et collaboratrice scientifique au Centre Perelman de Philosophie de Droit à l'Université Libre de Bruxelles. Elle relate les premières décisions prises par le bureau ovale au sujet du conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis.

Donald Trump, 45^{ème} président des Etats-Unis et prédécesseur de Joe Biden, avait amplifié les tensions avec les Chinois en imposant des taxes sur des produits exportés de Chine et en excluant certaines entreprises chinoises des USA. Avec l'arrivée de Joe Biden, de nombreuses entreprises s'attendent à un changement de direction avec une politique moins rigide de Washington envers la Chine. Des entreprises de télécom dont China Telecom ou encore le réseau social Tiktok, très populaire chez les adolescents américains, souhaiteraient que Biden fasse « preuve de rationalité et de bon sens » selon la voix officielle de Pékin, et réintègrerait ces entreprises dans la bourse de New York. En l'état actuel des choses, même en étant

considéré comme « l'anti-Trump » par définition, Biden semble être dans la même ligne de mire que son prédécesseur par rapport à la Chine.

Lors de la rencontre sino-américaine en Alaska le 18 mars 2021, on pensait que ce serait un moment de désescalade des tensions entre les deux pays. En réalité, cette rencontre fut tout sauf ça, avec des répliques fortes des deux côtés, qui illustrent toute la tension entre les deux plus grandes puissances du monde. La Chine et les USA sont certainement entrés dans un conflit commercial.

Depuis son arrivée à la Maison Blanche il reste difficile d'évaluer la position de Joe Biden sur la Chine. Comme le souligne Mme Feng, le président américain a suspendu les actions en justice contre Tiktok ainsi que WeChat et a aussi retiré Xiaomi, l'entreprise d'électronique et d'informatique, de la liste noire des fabricants. Néanmoins, Biden a aussi été très critique envers la Chine notamment en condamnant Xi Jinping, son homologue chinois, en disant qu'il « n'a pas une once de démocratie en lui » ou encore en excluant Huawei, le géant de la technologie chinoise, du marché américain en estimant que la compagnie était une menace pour la sécurité.

On ne peut pas nier le fait que l'image de la Chine est plus négative que jamais auprès du peuple américain. Comme le détaille de manière métaphorique John Feffer, qui est expert du think tank Institute for Policy Studies, il y a chez les élites américaines beaucoup plus de *dragon slayers* (pourfendeurs de dragon) que de *panda huggers* (embrasseurs de panda). Isabelle Feng précise que cette idée a radicalement changé, que auparavant ce sont ces mêmes élites américaines qui avaient plaidé pour que la Chine entre dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). L'auteur accuse les « chantres de la mondialisation » de mettre la liberté politique et sociale, notamment la liberté d'expression, ou encore les abus des droits humains contre les Ouïgours au second plan pour la Chine, où il existe une autre forme de liberté : la liberté économique.

Mme Feng suggère que le retour de l'Amérique sur le front international, le retour au multilatéralisme et la réconciliation des alliances traditionnelles avec l'Europe notamment, pourrait s'avérer contradictoirement à l'avantage de Pékin. Le retour américain à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), qui a souvent félicité la Chine pour sa gestion très ferme de la crise du Covid, donne plus de légitimité à la Chine qui se voit comme le bon élève de la pandémie. Sur le plan environnemental, avec le retour dans l'Accord de Paris, les Américains s'engagent à limiter leurs émissions de dioxyde de carbone et à se tourner de plus en plus vers les énergies renouvelables. Cet accord n'a aucune obligation, c'est un *gentlemen's agreement*, donc la Chine peut polluer à sa volonté puisqu'il n'y a pas d'opposition politique ni sociale qui exigerait plus d'écologie dans le pays. Les Américains quant à eux seront contraints d'investir massivement dans la transition énergétique étant donné qu'ils seront sous la pression des écologistes et d'une nouvelle génération pour laquelle le réchauffement global est un danger primordial. On constate aussi des divergences avec les traditionnels alliés par rapport au traitement de la Chine. L'auteur donne l'exemple qu'au même moment que le congrès américain votait une loi pour restreindre l'accès des entreprises chinoises au marché boursier, l'Union Européenne signait un accord d'investissement avec Pékin.

Isabelle Feng conclut qu'après la pandémie et quatre années de Trump, les « chantres de la mondialisation » constatent qu'avec la Chine il faut évaluer plus que la liberté économique et regarder avec précaution sa croissance fulgurante.

La relation avec la Chine va être un thème complexe tout au long des quatre années de Biden, mais la priorité actuelle est de relancer la machine économique affaiblie en 2020, mais qui veut reprendre ses ailes en 2021.

Comme le développe la tribune Xavier Ragot, économiste, président de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) professeur à Sciences Po et directeur de recherche au CNRS, le plan de relance de Biden aura des conséquences majeures sur l'économie.

Commençons en comprenant la nature de ce plan. Le plan de relance consiste à un soutien total à hauteur de 13% du PIB. 1/5 de ce plan qui s'élève à 1900 milliards de dollars, sera un transfert de 1400 dollars (1185 euros) pour les travailleurs américains gagnant moins de 75000 dollars (63500 euros) par an. Ce plan ne vise pas uniquement les Américains en dessous du seuil de pauvreté mais aussi une partie importante de la classe moyenne en vue de réduire les inégalités de revenu, qui sont très notables aux Etats-Unis. Le plan sera ensuite complété par un plan d'investissement public en partie consacré à la transition énergétique.

Quelles seront les conséquences de ce plan de relance ? Selon les estimations, il conduirait à une réduction du chômage qui pourrait voir le taux de chômage passer à moins de 3 voire 2%, des nombres qui ont rarement été vus depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Si ce niveau de chômage est atteint, on devrait s'attendre à une hausse des salaires. Des inquiétudes se posent sur ce plan notamment l'effet sur l'inflation mais aussi le fait que le plan ne bénéficie pas à la population entière. Sur l'inflation, les premières estimations sont plutôt rassurantes avec une hausse transitoire de l'inflation à hauteur de 2 voire 3%. Ce ne semble pas être une inquiétude particulière considérant que le niveau d'inflation a déjà été à cette hauteur entre 2005 et 2006. En revanche, il faut scruter la politique monétaire de la Réserve Fédérale Américaine (FED, Banque Centrale Américaine, indépendante du pouvoir politique) pour accompagner cette inflation qui pourrait avoir un effet conséquent sur le plan de Biden. Une politique accommodante, que Xavier Ragot estime être une hausse modérée des taux directeurs, pourrait faciliter l'objectif de réduire les inégalités. Aujourd'hui, il semblerait que la FED ne soit pas préoccupée de cette inflation à 2% mais il faudra observer jusqu'à quel niveau d'inflation et pendant combien de temps accepteront-ils cette situation. Sur le deuxième thème, celui des bénéficiaires de ce plan, il est important de considérer qu'une partie non négligeable des Américains ne sont même pas concernés par le Stimulus Check (le transfert de 1400 dollars). L'objectif de ces chèques restent de rééquilibrer le partage de la richesse, avec une part plus importante du profit destinée à la hausse des salaires. Cette nouvelle distribution pourrait conduire à baisser la valorisation boursière, sachant qu'il y aura un profit moins important de l'entreprise, ce qui pourrait causer des problèmes à la moitié des Américains qui détiennent des actions. Un plan massif de ce type conduira à l'évidence à une augmentation de la dette américaine qui devra être financée par les contribuables américains. Ainsi, il reste probable qu'à moyen terme, Biden soit contraint d'augmenter les impôts sur la population plus riche pour que la dette puisse être payée. Il est clair que ce plan est destiné à la partie moins fortunée des Américains en vue de restreindre les inégalités économiques dans le pays.

Avec l'importance du rôle des Etats-Unis dans l'économie mondiale, il va sans dire que le plan de relance aura des effets positifs au-delà des frontières américaines, notamment avec une augmentation substantielle des exportations pour des pays comme la France ou l'Allemagne.

Xavier Ragot conclut que ce plan permettra aussi de changer la vision des politiques macroéconomiques en Europe et dans le monde occidental, avec une tendance vers plus

d'investissement public dans de nombreux domaines, de l'écologie à l'éducation en passant par la santé. En revanche, le niveau de dette en France et en Europe est plus important qu'aux Etats-Unis et donc il semble moins réalisable de pouvoir y faire un plan d'investissement massif de ce style.

Le plan de relance que nous a détaillé Xavier Ragot permettra de lutter contre les difficultés économiques dérivées de la pandémie. Néanmoins, une autre crise mondiale, plus grave et qui persistera sur une plus longue durée, le réchauffement climatique, doit être aussi prise en compte.

Dans leur tribune publiée dans *Le Monde* le 26 mars 2021, Robert Bell, professeur de management, auteur de *La Bulle verte* (Scali, 2007) ainsi que Patrick Mathieu consultant en stratégie, auteur de *La raison d'être authentique* (Eric Gauthier, BoD, 2020), détaillent que la non-rentabilité des centrales à charbon causée par une réglementation importante facilitera la transition énergétique.

Lors de son allocution du 7 novembre 2020, après sa victoire aux élections présidentielles, Biden dit « *I will work to be a president who seeks not to divide but to unite* » (Je travaillerai pour être un président qui unit au lieu de diviser). Selon les auteurs, Biden souhaite tenir le rôle d'un souverain juste qui reconstruit après 4 années tumultueuses sous Trump.

La mission principale de Biden est d'accélérer la transition énergétique pour éviter un bouleversement apocalyptique du climat. Mais avant cela, et comme lui-même l'a souvent répété, sa priorité principale à son arrivée à la Maison Blanche est de lutter contre le réchauffement climatique. Pour cela, il a son plan de relance massif. Cependant, pour sa charge principale, après avoir investi 1900 milliards dans un plan de relance économique, il ne peut pas demander, surtout dans un pays comme les Etats-Unis où le néo-libéralisme économique et l'idée de petit Etat fédéral restent très populaires, 2000 milliards aux contribuables américains pour pouvoir financer son projet pour l'environnement.

Biden a donc besoin de trouver un moyen d'accélérer la transition énergétique sans pour autant dépenser plusieurs centaines de milliards. Selon Robert Bell et Patrick Mathieu, la solution pourrait venir de l'Agence de Protection de l'Environnement, qui avec une réglementation des centrales à charbon pourrait déboucher sur la fin du charbon et laisserait place à une énergie produite de manière plus saine.

L'énergie à base de charbon aux Etats-Unis est à hauteur de 229 Gw en 2019, un quart de l'énergie totale produite aux Etats-Unis. C'est une part non négligeable, surtout en prenant en compte que le charbon ne correspond qu'à 3% de l'énergie totale produite en France. Pourtant, un rapport de Bloomberg daté de 2018 établit que la moitié des centrales à charbon avaient connu des pertes. De ces centrales, une grande majorité était des centrales réglementées. Au total, ces centrales non-rentables et réglementées produisent 130 Gw d'énergie.

Avec 130 Gw d'énergie produite par des centrales non-rentables, les énergéticiens devront se tourner vers les éoliennes ou les parcs solaires pour à la fois assurer une solution rentable et moins chère et avant tout durable.

La question se pose de comment va-t-on financer une telle opération de transition énergétique sans l'aide directe de l'Etat fédéral. Selon les auteurs, la solution se trouve sur les marchés obligataires dans lesquels les énergéticiens émettront des obligations (titres de créances pour

que les entreprises puissent se financer), qui seront achetées par les fonds de pensions américains.

Combien coûtera cette opération de transition énergétique engendrée certes par les réglementations, mais pas payée par l'Etat fédéral ? Selon les auteurs, elle s'élèverait à 500 milliards de dollars, ce qui n'est pas hors de portée et qui a du sens économiquement au-delà de tous les bénéfices environnementaux.

Nous avons vu dans certaines grandes industries, que ce soit la téléphonie et l'informatique ou l'automobile, que les anciennes grandes entreprises se sont fait surclasser par des entreprises comme Tesla ou les GAFAs (Google, Amazon, Facebook, Apple), mieux adaptées aux nouvelles demandes des consommateurs. En ira-t-il de même pour l'énergie, ou au contraire apprendront-ils des erreurs des autres industries ? Tout reste à voir mais si ces entreprises n'arrivent pas à s'adapter à la transition énergétique, il est possible de voir de nouveaux acteurs qui peut-être comme Tesla ou les GAFAs récolteront des milliards sur les marchés financiers.

La réglementation sera un outil majeur de l'administration Biden pour pouvoir mener à bien nombre de ces projets avec le climat mais aussi dans le système de santé et les technologies.

Nicholas Sargen un consultant économique et maître de conférences à *Darden School of Business, University of Virginia*, explique dans sa tribune l'impact massif des réglementations dans les trois domaines de l'environnement, des technologies et la santé.

Depuis l'arrivée de Joe Biden au bureau ovale le 21 janvier 2021, c'est son plan de relance massif qui concentre l'attention de tout le monde. Selon l'auteur, il ne faut pas les délaissier les nouvelles réglementations qui seront difficiles à quantifier mais dont l'impact est non-négligeable.

Pendant le mandat de Donald Trump entre 2016 et 2020, ce fut, comme avant 2008 et la crise des *subprimes*, une grande période de dérégulation. Les politiques mise en place par Barack Obama dont Joe Biden a été vice-président entre 2008 et 2016, sur les thèmes de l'environnement et de la santé ont été principalement visées. Joe Biden à son tour inversera une centaine de mesures mises en place par Trump pour faciliter la transition vers des énergies plus renouvelables tout en assurant un système de santé publique plus performant.

Sargen souligne certaines mesures fortes déjà prises par le président Biden pour lutter contre le réchauffement climatique comme la réintégration de l'Accord de Paris, le relèvement des normes en matière de carburant, le retrait du plan de Trump sur le développement du forage en mer, en vue de parvenir à zéro émission de carbone d'ici 2050. Au lieu de prévoir des solutions axées sur le marché, comme les taxes sur les émissions de carbone, Biden semble privilégier les réglementations sur l'utilisation des combustibles fossiles. Le prix de ces nouvelles réglementations serait majeur : durant l'ère Obama elles étaient à hauteur de 100 milliards de dollars par an. Pour les années Biden il faudra prévoir une somme au moins équivalente.

L'autre industrie qui devrait être fortement touchée par les nouvelles réglementations de l'ère Biden sera l'industrie pharmaceutique.

Les républicains autant que les démocrates jugent que le prix des médicaments est encore trop élevé. Un projet de loi est en train d'être proposé qui exigerait que tout laboratoire qui porterait le prix de leur médicament à un niveau supérieur à l'inflation, devra verser des remises au programme *Medicare* (système de santé dédié aux personnes âgées). President Biden doit aussi

évaluer le niveau de priorité entre le prix des médicaments aux dépens d'autres programmes de santé comme *Medicaid* (le système de soins pour les personnes à faibles revenus), qui permettrait d'établir plus de équité dans le domaine de la santé. Le ralentissement de l'augmentation des prix des médicaments ou encore le déploiement rapide et massif des vaccins, a permis d'améliorer l'image de l'industrie pharmaceutique et par conséquent il sera peut-être plus difficile d'imposer des mesures fortes.

Le dernier secteur qu'on peut s'attendre à voir impacté par de nouvelles mesures réglementaires est l'industrie technologique et surtout les *big techs*.

Les grandes entreprises technologiques composent une partie importante de l'économie à hauteur de 6% du PIB Américain et presque ¼ de la capitalisation boursière de l'indice S&P 500. Pendant cette année difficile pour de nombreux secteurs et dont une partie des entreprises et services ont dû fermer, les *big techs* semblent sortir vainqueurs de la pandémie. C'est pour ce profit, dans une période de crise et certains dérivés notamment sur des comportements anti-concurrentiels, que ces immenses entreprises sont dans la ligne de mire des politiques mais aussi des citoyens américains, qui veulent voir apparaître des nouvelles réglementations conséquentes pour limiter leur pouvoir.

Quelles sont les politiques qui permettraient de lutter contre un pouvoir excessif de ces géantes de la technologie ? L'auteur suggère la réforme de certaines pratiques commerciales, sur la protection de la vie privée des consommateurs une transparence algorithmique, une limitation des pratiques anticoncurrentielles et la responsabilité des contenus préjudiciables.

Il sera difficile d'estimer la position que prendra la Maison Blanche sur cette question, surtout en considérant que Joe Biden est resté plutôt silencieux sur ce sujet pendant sa campagne, et que dans le passé il a été plutôt à la faveur des *big techs*. Il est possible que Biden reste assez neutre car même s'il veut mettre à jour un système réglementaire actuel qui ne contrôle pas assez ces grandes entreprises de technologie, il doit essayer de ne pas porter préjudice à la révolution numérique.

En somme, Joe Biden a de nombreux chantiers à entreprendre pendant sa présidence, dans de nombreux domaines comme les relations internationales, le climat ou encore la réduction des inégalités. Pendant ses 100 premiers jours il semble être sur la bonne voie notamment dans le domaine sanitaire où les Etats-Unis ont administré plus de 200 millions de doses de vaccins, le double de son premier objectif sur le même laps de temps. Les effets de cette vaccination massive se ressentent sur l'économie qui est en pleine croissance et qui sera à la hauteur de 6,4% pour l'année 2021 selon le Fonds Monétaire International. Sur le plan environnemental, les premiers pas sont eux aussi positifs notamment avec l'organisation du sommet sur le Climat pour la journée de la planète, le 22 avril 2021, pour lequel les Américains ont promis une réduction des émissions de carbone de 50% avant 2021. Néanmoins, sa cote de popularité reste assez basse dans les 100 premiers jours, avec un timide 54% selon CNN, ce qui est certes mieux que Trump (45%), mais moins que Obama (62%) et Bush (63%). Tout reste à faire pour Biden et ses immenses projets pour reconstruire l'Amérique.

Bernardo MONTEIRO (1^{ère} 9), le 28 avril 2021